

Rayonnement international du Togo et résolution des conflits

La France salue le leadership pacificateur de Faure Gnassingbé

L'ambassadeur de France au Togo, Augustin Favereau, a accordé une interview exclusive d'une quarantaine de minutes aux journalistes du site afreepress.net. À cette occasion, le diplomate a dressé le bilan des relations bilatérales franco-togolaises ...



PAGE 4

NON À LA CORRUPTION



Attrait du gain facile

Comment ramener le citoyen africain sur le chemin de la vertu ?

Vendredi dernier à Lomé, la Haute autorité de prévention, et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia), a organisé la 11ème célébration de la Journée africaine de lutte contre la corruption (JALCC). La rencontre a eu lieu sous le thème : « Intensifier la promotion de l'intégrité et les actions anticorruption à travers l'Afrique ». « Les candidats ...

PAGE 4

SOCIÉTÉ



Togo / Rumeurs de disparition d'organes génitaux

Le gouvernement dénonce le climat de peur et de tension

Le ministre de la Sécurité a appelé la population au calme face à la circulation de rumeurs faisant état de prétendues disparitions d'organes génitaux après un simple contact avec certaines personnes. Ces informations, relayées depuis plusieurs jours dans différentes localités ...

PAGE 11

SOCIAL

Kozah / 4ème édition du forum national du dialogue interreligieux

Les jeunes et acteurs religieux réunis à Kara pour discuter

Des leaders religieux, femmes et jeunes sont réunis à Kara pour deux jours de formation ...

PAGE 11



Évala 2026 / Les premières empoignades

Faure Gnassingbé au rendez-vous

L'édition 2026 des luttes traditionnelles Évala a été officiellement ouverte le samedi 11 juillet 2026 à Pya. Rehaussée par la présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, cette première ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : la CRT et la CNSS simplifient l'accès aux pensions avec un nouveau mécanisme de coordination

Les travailleurs togolais ayant cotisé auprès de la Caisse de retraites du Togo (CRT) et de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) disposent désormais d'un dispositif plus adapté pour faire valoir leurs droits à la retraite. Dans un communiqué conjoint publié le 10 juillet 2026, les deux institutions annoncent l'entrée en vigueur de la liquidation coordonnée des pensions. Ce mécanisme permet de prendre en compte l'ensemble des périodes de cotisation effectuées dans les deux régimes lorsqu'un assuré a évolué entre le secteur public et le secteur privé au cours de sa carrière. Une avancée qui met fin aux procédures complexes de transfert ou de rachat de cotisations, souvent longues et coûteuses pour les futurs retraités.

Fruit de l'application des arrêtés interministériels 551 et 709 adoptés en 1977 et 1989, cette réforme vise à renforcer la protection sociale et à sécuriser les droits des travailleurs.

Togo-Congo

Denis Sassou Nguesso a envoyé un émissaire à Lomé

En mission à Lomé, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant-Serge Bounda, a été reçu, le 9 juillet 2026 à Lomé, par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Cette audience s'inscrit dans la dynamique des consultations de haut niveau entre ...



PAGE 3

	SOMMAIRE	Attrait du gain facile Comment ramener le citoyen africain sur le chemin de la vertu ?  P 4	PIA 210 000 vêtements exportés vers les États-Unis en 2025  P 5	Guinée/Politique Une plainte en France relance le dossier des disparitions forcées  P 9
---	------------------------	---	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Un parcours marqué par la terre et l’ambition

Agossa Ayélé, agricultrice passionnée, a toujours su que la terre était son avenir. Née et élevée à Assahoun, elle a consacré sa vie à la culture du manioc, une activité qu’elle exerce depuis son plus jeune âge. « L’agriculture a toujours été ma voie. C’est la terre qui nourrit ma famille et m’apporte une stabilité », affirme-t-elle avec conviction.

Le défi de faire croître son activité

Pendant longtemps, Ayélé s’est contentée de cultiver de petites parcelles, vendant ses récoltes au marché local. Mais malgré ses efforts, les revenus restaient limités, et elle souhaitait agrandir ses surfaces pour répondre à la demande croissante. « J’ai toujours rêvé d’augmenter la taille de mon champ, mais sans financement, c’était difficile de passer à l’échelle supérieure », explique-t-elle. C’est alors qu’elle a entendu parler du produit AGRISEF (Accès des agriculteurs aux services financiers), proposé par le FNFI.

Un coup de pouce pour se lancer

Grâce à AGRISEF, Ayélé a pu obtenir un financement qui allait lui permettre d’augmenter sa production. « Ce produit m’a donné l’opportunité d’acheter plus de boutures de bonne qualité et de cultiver une plus grande superficie de terre. Cela m’a

permis de récolter plus et de gagner davantage », raconte-t-elle avec gratitude.

Chaque récolte de manioc représente pour elle une victoire. À chaque saison, elle collabore avec des productrices de gari locales, à qui elle livre une partie de sa récolte. « Le manioc est une denrée clé dans ma communauté, et en collaborant avec les femmes qui le transforment en gari, je contribue à l’économie locale tout en augmentant mes propres revenus », explique Ayélé avec fierté.

Diversification et nouvelles perspectives

Au-delà de la culture du manioc, Agossa Ayélé a su diversifier ses sources de revenus grâce aux gains réalisés avec ses récoltes. Elle a commencé à acheter des volailles et des caprins dans les villages voisins, qu’elle revend sur les marchés les jours de grande affluence. « C’est avec les revenus de mon champ que j’ai pu me lancer dans l’élevage de volailles et de caprins. Cela me permet d’avoir une source de revenus complémentaire », précise-t-elle.

Des moments de doute, mais une persévérance inébranlable

Malgré ses succès, le parcours d’Ayélé n’a pas été sans

difficultés. Les conditions climatiques imprévisibles et les défis liés à la gestion d’une exploitation agricole ont souvent été des obstacles. « Certaines années, les récoltes n’étaient pas bonnes. Il y avait des moments où je me demandais si je pourrais continuer », se souvient-elle. Mais sa persévérance et son amour pour la terre lui ont permis de surmonter ces épreuves. « Chaque échec était une leçon. J’ai appris à m’adapter et à tirer le meilleur

la transformation de ses produits. Elle envisage de se lancer dans la production de gari ou même d’attiéké. « Mon objectif est d’ajouter de la valeur à mes récoltes en les transformant. C’est là que se trouvent les meilleures opportunités pour l’avenir », confie-t-elle.

Le rôle déterminant du financement

Le produit AGRISEF du FNFI a été essentiel dans le développement de son

elle sait qu’elle peut continuer à évoluer, et son rêve de transformer ses produits n’est plus si loin.

Un avenir prometteur pour une agricultrice passionnée

Fière de ses racines et de son parcours, Agossa Ayélé incarne la résilience et la détermination. Son histoire montre qu’avec un peu d’aide et beaucoup de persévérance, il est possible de s’autonomiser avec une petite exploitation. « Si je



Agossa Ayélé

parti de chaque situation. »

Un rêve d’expansion

Aujourd’hui, Agossa Ayélé ne se contente pas de ses réussites actuelles. Son ambition est d’agrandir encore son champ de manioc et d’investir dans

activité. Sans ce produit financier, Ayélé n’aurait pas pu atteindre le niveau où elle se trouve aujourd’hui. « Ce financement m’a donné les moyens de voir plus grand et de croire en mes capacités », affirme-t-elle. Désormais,

peux donner un conseil, c’est de ne jamais abandonner. L’agriculture est une voie difficile, mais avec du travail et de la persévérance, on peut réaliser de grandes choses », conclut-elle.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l’économie sociale et solidaire





	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	--	--

Togo-Congo

Denis Sassou Nguesso a envoyé un émissaire à Lomé

En mission à Lomé, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant-Serge Bounda, a été reçu, le 9 juillet 2026 à Lomé, par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Cette audience s'inscrit dans la dynamique des consultations de haut niveau entre le Togo et le Congo sur les mécanismes de prévention et de résolution des crises ainsi que la promotion de la paix et la stabilité dans les différentes régions du continent.

« Par leur vocation panafricaniste, Son Excellence monsieur Denis Sassou N'Guesso et son frère, Son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé se consultent régulièrement sur des questions d'importance majeure qui concernent notre continent, notamment les questions de paix et de sécurité. C'est dans ce sens que nous avons été envoyés à Lomé pour recueillir les avis du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, sur ces questions », a-t-il indiqué.



Faure Gnassingbé (à droite), et l'émissaire congolais (Crédit photo : Présidence du Conseil)

Cette mission diplomatique témoigne de la convergence de vues entre les deux pays

sur la nécessité de renforcer les cadres africains de dialogue et de concertation

afin de répondre aux défis sécuritaires et humanitaires en Afrique. Elle met également en lumière le leadership du président du Conseil, Faure Gnassingbé dans la consolidation de la paix et de la stabilité sur le continent.

Pour rappel, le président du Conseil est le médiateur désigné de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

TM

Togo / Rumeurs de disparition d'organes génitaux

Le gouvernement dénonce le climat de peur et de tension

Le ministre de la Sécurité a appelé la population au calme face à la circulation de rumeurs faisant état de prétendues disparitions d'organes génitaux après un simple contact avec certaines personnes. Ces informations, relayées depuis plusieurs jours dans différentes localités et sur les réseaux sociaux, suscitent un climat de peur et de tension.

Dans un communiqué publié le 11 juillet 2026, le ministère indique que les investigations menées par les services compétents, en collaboration avec

provoqué des actes de violence et de vindicte populaire contre des personnes injustement soupçonnées. De tels comportements, souligne le ministère, constituent une menace pour l'ordre public.

Le gouvernement rappelle qu'aucun citoyen n'est autorisé à se faire justice. Les auteurs de violences, d'agressions, de destructions de biens, de diffusion de fausses informations ou de tout

d'informations non vérifiées et à signaler tout fait suspect aux services de sécurité. Les citoyens peuvent joindre gratuitement le Centre national de commandement unifié (1014), la Police nationale (117 ou 1244) ou la Gendarmerie nationale (172), ou se rendre dans l'unité de sécurité la plus proche.

Le ministère assure enfin que les forces de défense et de sécurité restent



les autorités sanitaires, n'ont permis d'établir aucun élément objectif confirmant la réalité des faits rapportés.

Les autorités s'inquiètent toutefois des conséquences de ces rumeurs, qui ont déjà

autre trouble à l'ordre public s'exposent aux sanctions prévues par la loi.

Le ministre invite ainsi les populations à faire preuve de responsabilité, à éviter la propagation

pleinement mobilisées pour garantir la protection des personnes, préserver l'ordre public et maintenir la paix sociale sur l'ensemble du territoire.

La Rédaction

Évala 2026

Faure Gnassingbé présent dès la première journée des empoignades

L'édition 2026 des luttes traditionnelles Évala a été officiellement ouverte le samedi 11 juillet 2026 à Pya. Rehaussée par la présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, cette première journée a donné le coup d'envoi d'une semaine de célébrations consacrées à cette tradition séculaire du pays kabyè.



Faure Gnassingbé samedi dernier à Kara (Crédit photo : Présidence du Conseil)

Les premières empoignades opposant les coalitions de Lao-Bas et de Lao-Haut ont révélé toute la profondeur d'un rite qui transcende le simple cadre d'une compétition sportive. Chaque lutteur a démontré endurance, engagement et maîtrise technique, dans une atmosphère rythmée par les chants, les danses traditionnelles et les encouragements des familles ainsi que des supporters. Bien plus qu'une démonstration de force, les Evala constituent un rite initiatique marquant le passage des adolescents à la vie adulte en pays kabyè. Cette tradition ancestrale transmet des valeurs de courage, de discipline, de persévérance et de solidarité, tout en assurant la sauvegarde des savoirs et pratiques culturels hérités des générations précédentes. À l'issue de ces premières confrontations, le président du Conseil a félicité les lutteurs, dont les prestations témoignent de leur volonté de contribuer à la préservation de cette tradition ancestrale.

À travers des chants, danses et manifestations de joie, les lutteurs, leurs familles et leurs supporters ont exprimé leur reconnaissance au président Faure Essozimna Gnassingbé pour son attachement à cette célébration, qui demeure l'une des expressions majeures de l'identité culturelle togolaise. Le même enthousiasme s'est exprimé tout au long du passage du président du Conseil, accueilli par les ovations d'une foule nombreuse venue saluer sa politique de développement économique, social et culturel. Pendant une semaine, les différents cantons de la Kozah vibreront au rythme des Evala. Si les empoignades occupent une place centrale dans cette manifestation culturelle, celle-ci s'étend également à travers une diversité d'activités culturelles, sociales, éducatives et économiques, contribuant à la valorisation du patrimoine national, au rayonnement touristique et économique de la région et à la promotion des savoir-faire locaux.

Edem Dadzie

Rayonnement international du Togo et résolution des conflits

La France salue le leadership pacificateur de Faure Gnassingbé

L'ambassadeur de France au Togo, Augustin Favereau, a accordé une interview exclusive d'une quarantaine de minutes aux journalistes du site afreepress.net. À cette occasion, le diplomate a dressé le bilan des relations bilatérales franco-togolaises et a rendu un vibrant hommage à l'action déterminante du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en faveur de la paix et de la résolution des crises sur le continent africain.

La dynamique positive d'amélioration des relations entre le Togo et la France a récemment été illustrée par la visite officielle de 48 heures à Lomé, les 23 et 24 avril 2026, du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Ce déplacement stratégique confirme la place centrale du Togo dans la stabilité de l'Afrique de l'Ouest.

Augustin Favereau est revenu sur l'importance de ce voyage, initié par le président Emmanuel Macron : « Cela faisait 24 ans qu'un ministre français des Affaires étrangères ne s'était pas rendu au Togo. Comme l'a souligné M. Barrot lui-même, il s'agissait d'une anomalie. Cette visite, particulièrement riche et positive, a permis de remettre les pendules à l'heure. »

Le diplomate a rappelé l'ampleur des sujets abordés lors de cet événement.

« Lors de la visite d'un ministre français des Affaires étrangères dans un pays aussi important que le Togo, toutes les questions sont passées en revue. Nous parlons de transition numérique avec le lancement de l'École 42 à Lomé, de la construction d'infrastructures de santé ultra-modernes, de coopération culturelle pour structurer les musées et valoriser le patrimoine local, mais aussi d'échanges et de mobilité étudiante. C'est cela le cœur de notre relation et de nos discussions », a-t-il renchéri.

Modernisation du partenariat : priorité à l'éducation et à la formation

Au-delà des appuis financiers classiques dédiés au développement et aux projets sociaux, l'ambassadeur a dévoilé les nouveaux axes stratégiques de la coopération franco-togolaise. « Nous rénovons notre partenariat et le faisons évoluer à la lumière de notre histoire commune, dans ses aspects les plus positifs comme les moins positifs. C'est le fruit d'un travail mené avec beaucoup de sincérité et d'engagement depuis une dizaine d'années, sous l'impulsion du président de la République. L'objectif est de renouveler nos regards, nos pratiques et nos projets. C'est précisément ce que nous faisons au

Togo en concentrant nos efforts sur l'éducation et la formation professionnelle. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, c'est un fait », a déclaré l'Ambassadeur de France au Togo. Il a également insisté sur

crises africaines, Faure Gnassingbé perpétue une longue tradition diplomatique togolaise héritée de l'ancien chef de l'État, Gnassingbé Eyadéma. Pour le diplomate français, l'approche du président du

: par sa capacité à bâtir des ponts, à entretenir les relations et à les améliorer », a-t-il confié à notre confrère.

« Que ce soit dans la sous-région ou au-delà,



Augustin Favereau lors de la présentation de ses lettres de créances au président du Conseil (Image d'archives)

l'accent mis par Jean-Noël Barrot sur les nouvelles technologies : « Le ministre a insisté sur l'importance de la formation au numérique au Togo en lançant le projet de l'École 42. Ce programme vise à former les futurs experts en technologie et en intelligence artificielle. »

Faure Gnassingbé, un médiateur régional incontournable

En endossant le rôle de médiateur dans plusieurs

Conseil permet de jeter des ponts et de consolider la paix.

L'ambassadeur a conclu sur une note de haute confiance. « Nous analysons cette dynamique à travers le prisme de l'histoire, et l'engagement du Togo a toujours été constant. Le président Eyadéma était un médiateur extrêmement impliqué. On peut dire que cette identité politique et géopolitique de médiateur est ancrée dans l'ADN du Togo. C'est ainsi que la France perçoit ce pays

comme dans la région des Grands Lacs, nous faisons pleinement confiance au Togo et à son président du Conseil pour concevoir de nouveaux espaces de multilatéralisme, de négociation et de dialogue. C'est particulièrement vrai dans le cadre de la médiation qu'il mène avec brio, au nom de l'Union africaine, pour résoudre la crise entre la République démocratique du Congo et le Rwanda », a-t-il conclu.

La rédaction

Attrait du gain facile

Comment ramener le citoyen africain sur le chemin de la vertu ?

Vendredi dernier à Lomé, la Haute autorité de prévention, et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia), a organisé la 11ème célébration de la Journée africaine de lutte contre la corruption (Jalcc).

La rencontre a eu lieu sous le thème : « Intensifier la promotion de l'intégrité et les actions anticorruption à travers l'Afrique ». « Les candidats à la fortune abandonnent trop fréquemment les chemins de la vertu ; car malheureusement la route qui mène vers l'une va parfois dans la direction opposée à celle qui mène vers l'autre », affirmait Adam Smith, un philosophe du 18ème siècle.

Ce constat fait il y a plus de 3 siècles est toujours d'actualité, tant la quête de la fortune, du gain facile fait perdre à l'Homme tout son sens d'humanité et d'éthique. La question qui se pose alors est de savoir, comment ramener l'Homme, ou plutôt le citoyen africain sur le chemin de la vertu ?

« Intensifier la promotion de l'intégrité et les actions de lutte contre la corruption à travers l'Afrique », telle est la réponse apportée à cette question par le Conseil consultatif de l'Union africaine sur la lutte contre la corruption à l'occasion de la célébration de la Journée africaine de lutte contre la corruption.

« Cette réponse s'impose

et nous rappelle une vérité essentielle : aucune nation ne peut aspirer à un développement durable lorsque l'intégrité recule devant la corruption »,



Photo de famille des officiels et des participants (Crédit photo : TM)

affirme Aba Kimélabalou, président de la Haplucia.

« En nous réunissant aujourd'hui, nous ne

célébrons pas seulement une date inscrite au calendrier de l'Union africaine ; nous réaffirmons notre volonté commune de faire triompher l'éthique,

la transparence et la responsabilité au service de l'intérêt général », a indiqué

Aba Kimélabalou. La célébration de la Journée

africaine de lutte contre la corruption représente un moment privilégié de réflexion collective, de mobilisation citoyenne et de réaffirmation de la détermination commune à bâtir des sociétés fondées sur l'intégrité, la transparence et la responsabilité.

La corruption demeure l'un des principaux obstacles à la gouvernance démocratique, à l'efficacité de l'action publique, à l'attractivité économique et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Consciente de cette ...

Suite à la page 11

Togo

26,5 milliards FCFA levés sur le marché régional

Le Togo poursuit avec succès sa stratégie de mobilisation de ressources sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa). À l'issue d'une nouvelle émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), réalisée le vendredi 10 juillet 2026, le pays a levé 26,5 milliards FCFA, dépassant ainsi l'objectif initial fixé à 25 milliards FCFA.



L'opération a suscité un vif intérêt des investisseurs. Selon les résultats officiels publiés par Umoa-Titres, les soumissions ont atteint 46,7 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 186,85 %. Ce niveau de participation traduit la confiance renouvelée du marché envers la signature souveraine du Togo et sa capacité à honorer ses engagements financiers.

Dans le détail, les obligations d'une maturité de 3 ans, rémunérées à un taux fixe de 6,15 %, ont permis de mobiliser 15,5 milliards FCFA. Les titres de 5 ans, assortis d'un rendement de 6,35 %, ont généré 8,5 milliards FCFA. Enfin, les obligations de 7 ans, offrant un taux d'intérêt de 6,50 %, ont rapporté 2,5 milliards FCFA, complétant ainsi le montant total retenu par le Trésor public.

Cette nouvelle opération porte à 241 milliards FCFA les ressources mobilisées par le Togo depuis le début de l'année 2026 sur le marché financier régional. Ce volume représente environ 52 % de l'objectif annuel de 463 milliards FCFA inscrit dans la stratégie de financement de l'État.

Ces levées de fonds constituent un levier essentiel pour soutenir l'exécution du budget 2026, équilibré en ressources et en dépenses à 2 751,5 milliards FCFA. Elles permettent au gouvernement de financer les investissements publics, les infrastructures, les projets sociaux et les priorités de développement tout en diversifiant ses sources de financement.

Depuis plusieurs années, le Togo enregistre des performances régulières sur le marché Umoa-Titres. La qualité de sa gestion budgétaire, le respect de ses échéances et la confiance des investisseurs contribuent à renforcer son accès aux capitaux régionaux. Cette nouvelle réussite confirme l'attractivité des titres togolais et consolide la stratégie de financement du pays dans un contexte économique marqué par des besoins croissants en investissements publics.

E. A

Afrique

La fortune des ultra-riches progresse de 22,4 % en 2025, un record mondial

L'Afrique a enregistré en 2025 la plus forte progression mondiale du nombre de particuliers ultra-fortunés. Selon le rapport World Ultra Wealth Report 2026 publié par le cabinet Altrata, le continent comptait, à la fin de l'année écoulée, 3 440 personnes disposant d'un patrimoine d'au moins 30 millions de dollars. Ce chiffre représente une hausse de 23,7 % par rapport à 2024, un rythme supérieur à ceux observés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

La richesse cumulée de ces grandes fortunes a également connu une évolution remarquable. Elle a atteint 400 milliards de dollars, en progression de 22,4 % sur un an. Cette performance constitue la croissance la plus élevée parmi toutes les régions du monde et confirme l'émergence progressive de nouveaux pôles de création de richesse sur le continent.

Plusieurs facteurs expliquent cette dynamique. Le rapport met en avant la baisse des taux d'intérêt, qui a facilité les investissements, l'appréciation de plusieurs monnaies africaines face au dollar américain, l'accélération de la transformation numérique ainsi que l'essor des investissements dans les minerais stratégiques, dont la demande mondiale continue de croître avec les transitions énergétique et technologique. Malgré cette évolution, le poids de l'Afrique dans la richesse mondiale demeure limité. Le continent ne représente encore que 0,6 % de la population mondiale des particuliers ultra-riches et 0,7 % de leur patrimoine

cumulé. Ces chiffres traduisent le potentiel de croissance encore important dont dispose l'Afrique, dans un contexte où plusieurs économies poursuivent leurs réformes et renforcent leurs infrastructures.

Les perspectives à moyen terme restent particulièrement favorables. Altrata estime que l'Afrique enregistrera, d'ici à 2030, la plus forte croissance annuelle moyenne du nombre de particuliers ultra-fortunés

de l'Afrique dans la population mondiale des ultra-riches resterait inférieure à 1 %.

À l'échelle mondiale, la population des particuliers ultra-fortunés a progressé de 14,4 % en 2025 pour atteindre un record historique de 556 850 personnes. Leur patrimoine cumulé s'élève désormais à 63 800 milliards de dollars, en hausse de 14,3 %. Cette croissance a été soutenue par le ralentissement de l'inflation, des politiques budgétaires favorables, la solidité des



Aliko Dangoté

au monde, avec un rythme de 8,4 %. Cette progression dépasserait celles attendues dans la région Pacifique, en Amérique latine, en Asie, en Amérique du Nord et en Europe.

À l'horizon 2030, le continent devrait ainsi compter environ 5 200 particuliers détenant chacun au moins 30 millions de dollars de patrimoine. Cette évolution serait portée par la poursuite des investissements dans les infrastructures, la valorisation des ressources naturelles, l'expansion des marchés de consommation et le développement des secteurs innovants. Toutefois, la part

bénéfices des entreprises et l'engouement persistant pour les investissements liés à l'intelligence artificielle.

Les États-Unis demeurent le principal foyer mondial de richesse avec 206 880 particuliers ultra-riches, devant la Chine, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni. D'ici à 2030, leur nombre devrait atteindre 746 570 personnes, pour une fortune cumulée estimée à 85 000 milliards de dollars. Dans cette évolution mondiale, l'Afrique apparaît désormais comme l'une des régions offrant les perspectives de croissance les plus soutenues.

E.A

PIA

210 000 vêtements exportés vers les États-Unis en 2025

La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) confirme son ambition de faire du Togo un acteur majeur de la transformation textile en Afrique de l'Ouest. En 2025, les unités industrielles implantées sur le site ont exporté 210 000 vêtements et produits textiles vers les États-Unis, selon les données publiées par l'Autorité de coordination de la PIA (ACP).

Cette performance illustre les progrès réalisés dans la stratégie nationale de transformation locale du coton et de développement d'une industrie manufacturière orientée vers les marchés internationaux.

Portée par les autorités togolaises, cette stratégie vise à créer une chaîne de valeur

complète, depuis le filage et le tissage jusqu'à la confection de vêtements finis. L'objectif est de transformer davantage de coton produit localement afin d'accroître la valeur ajoutée, de renforcer les exportations et de créer des emplois durables. Cette dynamique s'est accélérée avec l'installation de plusieurs investisseurs internationaux. Parmi eux figure Star Garments, filiale du groupe américain Charles Komar & Sons. Inaugurée en 2025 grâce à un investissement estimé à près de 13 milliards FCFA, cette usine constitue la première implantation du groupe en dehors de l'Asie. Elle produit principalement des vêtements destinés

aux grandes enseignes américaines, confirmant l'attractivité croissante de la plateforme togolaise.

Les résultats enregistrés interviennent moins de deux ans après les premières exportations textiles de la PIA vers les États-Unis. À cette époque, une cargaison de plus de 123 000 vêtements avait été expédiée au profit de la marque américaine The Children's Place. Les entreprises implantées sur la plateforme continuent de bénéficier des avantages commerciaux offerts par l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), qui facilite l'accès de nombreux produits africains au marché américain. Toutefois, le

renforcement récent des droits de douane américains sur certains produits africains constitue un nouveau défi pour les exportateurs.

La compétitivité de la PIA repose également sur des infrastructures logistiques performantes, notamment le port de Lomé, qui demeure la principale porte de sortie des produits manufacturés togolais vers les marchés internationaux.

5 ans après son lancement, la plateforme affiche un bilan en progression. Elle totalise environ 350 milliards FCFA d'investissements, accueille 25 entreprises partenaires, dont 12 déjà en activité, et revendique la création de 6

580 emplois directs. Selon l'ACP, près de 95 % de ces postes sont occupés par des travailleurs togolais, traduisant l'impact de la plateforme sur l'emploi national.

Les perspectives demeurent ambitieuses. La deuxième phase de développement prévoit l'installation de 50 unités industrielles et la création de plus de 10 000 emplois supplémentaires. À l'horizon 2030, la PIA ambitionne d'employer entre 15 000 et 20 000 personnes, tout en consolidant le positionnement du Togo comme un pôle industriel et textile de référence en Afrique de l'Ouest.

E. A

Partenariat public-privé

Une stratégie du Togo pour réaliser des projets d'envergure

Contrat à long terme par lequel une autorité publique associe une entreprise pour concevoir ou réaliser un projet, le Partenariat public-privé (PPP) est essentiel pour le développement. Au Togo, où il est érigé en stratégie pour la réalisation des projets d'envergure et le gouvernement n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. D'où une conférence internationale de haut niveau en septembre prochain à Lomé, pour le promouvoir davantage. Retour à travers ce dossier, sur les stratégies de promotion du partenariat public-privé au Togo et les grands projets réalisés grâce à ce partenariat.

Dans un contexte de baisse des aides publiques au développement (APD), la promotion des PPP devient la panacée pour financer de grands projets d'infrastructures, surtout dans un contexte où les budgets publics sont limités. Cette collaboration public-privé permet de transférer certains risques techniques et financiers au secteur privé tout en bénéficiant de son savoir-faire et de ses innovations.

pour attirer davantage les investissements privés.

En Conseil des ministres mercredi 8 juillet 2026, le gouvernement a annoncé la tenue à Lomé d'une conférence internationale de haut niveau dédiée aux partenariats public-privé. Prévue pour le 3 septembre 2026, cette conférence réunira des acteurs publics et privés autour du financement des infrastructures.

« Cette rencontre s'inscrit dans le récit continental sur la fermeture du déficit d'infrastructures en Afrique. Les partenariats public-privé demeurent l'un des outils pour transformer les ambitions en projets réalisables », a communiqué le gouvernement avant d'ajouter: « La conférence, organisée en lien avec le Club PPP MedAfrique, mettra l'accent sur les bonnes pratiques internationales et le partage des capacités de structuration de projets. » Aussi, la conférence de Lomé mettra l'accent sur le renforcement des compétences des

Togo promeut plusieurs initiatives pour favoriser le développement dudit partenariat. La démarche du pays passe par la mise en place d'un ensemble

a créé des institutions dédiées comme Togo Invest pour servir d'interface stratégique entre l'État et le secteur privé. Il est ainsi confié

logistique, et stimulent dans la foulée la croissance économique par la transformation locale des matières premières.



Aéroport de Lomé

juridique, la création d'institutions spécialisées et des initiatives régionales.

Pour renforcer par exemple le cadre législatif, la loi n° 2021-034 relative aux contrats de PPP a été adoptée par l'Assemblée nationale le 31 décembre 2021. Ce

à cette institution des projets structurants et des initiatives à fort impact socio-économique, notamment dans les domaines du développement logistique et de la création de corridors de transport modernes.

Pour mieux promouvoir les PPP, le Togo bénéficie des renforcements de capacité réguliers des institutions comme la Banque africaine de développement (BAD). Des Projets spécifiques de renforcement de l'environnement (PREPIP) sont déployés pour former des décideurs publics dans les PPP et améliorer l'attractivité du pays.

Des projets réalisés grâce aux PPP

Le partenariat public-privé repose sur des stratégies grâce auxquelles le Togo pourra compter sur l'appui de sociétés privées, d'investisseurs privés, pour la réalisation de projets pour l'atteinte d'objectifs qu'il ne pourrait atteindre seul.

À travers cette démarche, des infrastructures stratégiques se modernisent dans les secteurs clés comme l'agriculture et la

Grâce au PPP, des projets comme la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) ont été réalisés. Conçue dans le cadre d'un partenariat public-privé avec Arise IIP, elle incarne un tournant stratégique majeur pour le pays.

La plateforme incarne aujourd'hui le renouveau industriel du pays. Elle abrite un grand parc industriel où sont transformées les ressources togolaises. C'est notamment le cas de son pôle textile qui transforme le coton local pour l'exporter vers des marchés internationaux comme les États-Unis.

Cette plateforme mise en avant pour vanter la réussite du PPP au Togo comme dans la sous-région est aussi équipée d'une zone de transit douanier. Ce pôle logistique multimodal intègre un parc pouvant contenir 12 500 conteneurs et dessert depuis Lomé les pays enclavés de l'arrière-pays comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Aussi, la PIA propose aux entreprises des infrastructures intégrées (entrepôts, usines, centrale solaire prévue) et un guichet administratif



La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA)

L'ayant bien compris, le gouvernement togolais sous l'égide du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est donc engagé à promouvoir ce partenariat dans la réalisation des projets d'envergure. Allant plus loin, le pays ne manque pas d'initiatives

décideurs publics en matière de montage et de mise en œuvre des contrats public-privé.

L'engagement du gouvernement à promouvoir les PPP

Faisant du partenariat public-privé le fer de lance de son développement, le

dispositif a pour objectif d'offrir une meilleure visibilité juridique aux investisseurs et de garantir une répartition équilibrée des risques.

Dans la même logique, celle de promouvoir l'accompagnement du privé, le gouvernement

unique qui réduit les coûts et les délais de production.

Outre la PIA réalisée grâce au PPP, l'on pourrait également citer d'autres comme le projet d'éclairage public (PEP'S) avec l'installation de lampadaires solaires, les centrales électriques Kékéli et de Blitta pour alimenter respectivement 250 000 foyers (1,5 million de personnes) et 158 000 ménages. Jouant un rôle stratégique majeur dans le mix énergétique du Togo, elles visent toutes deux à garantir l'autonomie énergétique du pays et l'accès pour tous à une énergie électrique de qualité et à moindre coût.

La centrale photovoltaïque Kékéli est le fruit d'un PPP avec le groupe Eranove. Installée dans la zone portuaire de Lomé en 2021, elle injecte 65 MW dans le réseau national, ce qui correspond à une augmentation de 50 % de la capacité de production installée à l'époque de son lancement. Au-delà, sa technologie à cycle combiné permet de produire de l'électricité sans consommer de gaz additionnel pour la turbine à vapeur. Cela contribue à limiter les émissions de CO₂ par rapport aux centrales thermiques classiques.

Quant à la centrale solaire de Blitta, située dans la région Centrale, cette infrastructure est considérée comme l'une des plus grandes d'Afrique de l'Ouest. Construite et exploitée par Amea Power, elle est établie

sur 92 hectares avec des dizaines de milliers de panneaux. Démarrée à 50 MWc avant d'être étendue, l'infrastructure sera portée à terme à une capacité de 100 MW. Aujourd'hui, cette centrale dessert plus de 158 000 ménages, ainsi que des infrastructures locales telles que l'usine d'égrenage de coton. Aussi participe-t-elle à augmenter la part des énergies renouvelables et à réduire les coûts de production.

De même, le Projet d'amélioration de la compétitivité des services logistiques (PACSL), qui permet de réduire les coûts de la logistique commerciale pour stimuler la compétitivité des entreprises et favoriser une croissance économique inclusive et durable, est le fruit du PPP.

Grâce audit projet, le Togo n'a cessé de consolider sa position de hub logistique sous-régional via le port autonome de Lomé. De par son impact, il contribue à dynamiser l'économie par la création d'emplois, à réduire les coûts et délais de transport au port, à désenclaver les zones agricoles et à améliorer la mobilité urbaine tout en favorisant les investissements privés.

Dans la relance du fret ferroviaire par exemple, ce programme envisage la réhabilitation de la ligne reliant le port autonome de Lomé à la PIA pour un transfert fluide et massif de conteneurs.

Aujourd'hui, les PPP

permettent de renforcer la compétitivité du pays, d'attirer des financements et de favoriser le développement économique dans des secteurs clés comme les infrastructures, l'énergie et les services publics.

Dans les secteurs susmentionnés, le pays,



Port autonome de Lomé (PAL)

outre les PPP, bénéficie également de l'expertise de sa diaspora.

La diaspora, un appui qui vient en amont

Les efforts du pays pour associer sa diaspora font du Togo un modèle en Afrique pour l'implication de ses citoyens de l'étranger dans le développement national et dans le modèle de réussite de son PPP.

Selon la répartition issue du recensement général de la population de 2022, plus de 855 000 Togolais vivaient en Afrique, 57 928 en Europe et 14 365 en Amérique du Nord (14 365). Constituée majoritairement d'hommes (52,82 %), la diaspora a transféré

rien qu'en 2023 près d'un (1) million de dollars vers le pays et ne cesse d'apporter son expertise au pays dans la réussite des projets d'envergure.

En 2018, les transferts de fonds de la diaspora togolaise, qui étaient de 400 millions de dollars, dépassent de loin les flux

locales pour structurer les projets complexes, aux longs délais de gestation entraînant des dépassements de coût et à la faiblesse du secteur privé local. À ces difficultés s'ajoute la nécessité d'organiser de façon équitable la répartition des risques entre l'État et les

investisseurs privés dans le cadre des PPP. Pour relever ces défis, des stratégies spécifiques sont déployées par le gouvernement pour impliquer davantage le secteur privé national et international dans des secteurs vitaux comme les investissements dans l'industrialisation du pays. De même, la conférence internationale de haut niveau sur les PPP que va abriter Lomé le 3 septembre prochain s'inscrit également dans cette logique des solutions durables à la promotion des PPP. Elle permettra d'accompagner les décideurs publics et de promouvoir l'attractivité du pays.

Mais qu'à cela ne tienne, l'apport des PPP dans le développement du Togo est aussi indéniable et c'est à raison que le gouvernement entend maintenir le cap des initiatives visant sa promotion.

Les défis relatifs au PPP au Togo ?

Malgré les efforts, le Togo reste tout de même confronté à plusieurs défis dans la promotion des PPP. Ces derniers défis sont relatifs au manque de compétences techniques

Caleb Akponou

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



Introspection

Tu es diplômé sans emploi ou étudiant et c'est toi qui veux sortir avec une étudiante ou lycéenne. Mon frère, ta vie sera ruinée. Il faut chercher les blessées de guerre ou divorcées qui ont déjà ouvert un fufu bar.

A chaque fois que tu y vas, elle crie: << Atavi est là, donnez lui la place.>> On te sert avec de gros morceaux de viandes et à ton départ, elle te donne encore 2000 F pour ton carburant. Et déjà vers 19H elle t'appelles pour la vidange. Quoi de plus beau !!!

Citation du jour

Sommes-nous aveugles et hypocrites pour oublier que l'essence même de ce que nous sommes tous est bestiale ? Manger, dormir, se reproduire... Et tuer pour survivre, s'il le faut. L'aurait-on oublié ? La société nous a appris à cacher cet aspect primaire sous des couches de vernis, mais au fond, tout au fond, nous sommes encore ces mêmes bêtes, comme toutes celles qui arpentent cette foutue planète, peut-être que ce qui nous différencie d'elles, c'est notre capacité à nous fabriquer ces vernis.

Maxime Chattam, Maléfices

Trouvez la bonne réponse

 = 60 kg

 = 26 kg

 = 15 kg

 = ? kg

Clin d'oeil

Si vous défendez toujours l'erreur de vos enfants, soyez sûr qu'un jour vous embaucherez un avocat pour défendre leurs crimes, car la discipline n'est pas égales à la maltraitance de ceux ci.

Quelques ambassades et consulats

 Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70

 Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32

 Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40

 Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94

 Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43

 Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25

 Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56

 Union Européenne; Tél: 22 53 60 00

 Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23

 Consulat de France; Tél: 22 23 46 40

 Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60

 Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30

 Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25

 Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63

 Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58

 Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35

 Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00

 Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31

 Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80

 Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11

 RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marché Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Questions du jour

Votre fille de 16 ans lycéenne, doit retourner à l'Internat après les vacances. En bon père (ou bonne mère) vous l'avez accompagnée à la gare pour prendre le bus. Elle a pris place devant vous et vous êtes parti(e). Après 3 heures, on vous fait savoir que le bus que votre fille a pris a eu un accident et il n'y a aucun survivant...

Pendant que vous êtes troublé, abattu et cherchant quoi faire pour récupérer sa dépouille, votre portable sonne. Vous le prenez et c'est le nom de votre fille qui s'affiche. Vous décrochez avec beaucoup de peur et une voix semblable à celle de votre fille vous dit : "Papa, je n'étais pas dans ce bus, mon copain avait insisté à ce que je passe la journée dans sa maison avant d'aller à l'internat. Il a tellement insisté que je suis descendue du bus pour aller chez lui".

Questions

1- En qualité de père (mère), que direz-vous à cette enfant ? Justifiez votre réponse.

2- Quelles leçons tirez-vous de cette situation ?

Vos réponses sont vivement attendues.

A

B

C

Entre les trois foyers A, B et C, lequel préférez-vous? et pourquoi?

TOGOMATIN N° 1625 DU LUNDI 13 JUILLET 2026

AES/Diplomatie

L'AES et la Russie actent un partenariat plus renforcé contre le djihadisme

Réunis dans la capitale nigérienne pour une deuxième session de consultations de haut niveau, les ministres des Affaires étrangères du Mali, du Burkina Faso et du Niger, aux côtés de leur homologue russe Sergueï Lavrov, ont acté une dynamique désormais assumée : celle d'un rapprochement structuré entre Moscou et l'Alliance des États du Sahel (AES). Plus qu'une séquence diplomatique, la rencontre consacre l'installation progressive d'un partenariat aux contours de plus en plus opérationnels.

Le message central, lui, est sans ambiguïté. La Russie entend poursuivre, et approfondir, son soutien militaire aux trois

États sahéliens. Dans un communiqué conjoint, les parties ont insisté sur leur volonté de renforcer



Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie

leur coopération dans des domaines aussi stratégiques que la sécurité, la diplomatie ou encore l'économie. Mais c'est bien le volet militaro-

technique qui concentre l'essentiel des attentions : appui aux capacités opérationnelles, montée en puissance des forces armées nationales, coordination accrue face à une menace terroriste persistante.

Car c'est aussi dans ce contexte d'insécurité chronique que s'ancre cette convergence. Les récentes attaques, au Mali fin avril, au Niger en janvier, ont ravivé l'urgence sécuritaire dans une région où les États peinent à stabiliser durablement leur territoire. En condamnant ensemble ces « attaques terroristes barbares », Moscou et ses partenaires sahéliens affichent un front

commun, autant politique que militaire.

Reste que cette alliance ne se limite pas à une logique de circonstance. Elle s'inscrit dans une trajectoire plus large, amorcée depuis les ruptures successives entre ces États et leurs partenaires occidentaux. Le tête-à-tête de Niamey prolonge ainsi une première session tenue à Moscou en avril 2025, et confirme une volonté partagée de bâtir une architecture de coopération alternative, affranchie des cadres traditionnels. Dans les capitales sahéliennes, ce repositionnement est présenté comme un choix de souveraineté. Diversification

des partenariats, réappropriation des outils de défense, redéfinition des alliances : autant de marqueurs d'une stratégie assumée de sortie de dépendance. Moscou, de son côté, y voit une opportunité d'ancrage durable dans une région longtemps considérée comme périphérique dans son dispositif africain.

Mais derrière l'affichage d'« amitié, solidarité et coopération », une question s'impose, plus silencieuse : cette nouvelle équation stratégique est-elle le socle d'une autonomie renforcée, ou le début d'une autre forme de dépendance ?

T.M.

Guinée/Politique

Une plainte en France relance le dossier des disparitions forcées

Deux ans après leur enlèvement à Conakry, les noms d'Oumar Sylla, dit « Foniké Menguè », et de Mamadou Billo Bah resurgissent dans un autre prétoire, celui du tribunal judiciaire de Paris. Le 9 juillet, leurs familles, par l'entremise des avocats français William Bourdon et Vincent Brengarth, ont déposé une plainte pour disparition forcée visant le président de la transition guinéenne, le général Mamadi Doumbouya.

Les faits remontent à la nuit du 9 juillet 2024. Selon des témoignages concordants, les deux responsables du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), mouvement citoyen dissous mais toujours actif dans la contestation, ont été enlevés à leur domicile par des hommes armés et encagoulés. Depuis, aucune preuve de vie n'a été apportée. Une semaine après leur disparition, le parquet général de Conakry affirmait qu'aucun établissement pénitentiaire ne les détenait, sans fournir d'éléments complémentaires sur leur sort.

Ce silence institutionnel alimente, depuis lors, les soupçons d'implication des appareils sécuritaires. Les organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International et Human Rights Watch, ont documenté une multiplication des cas d'arrestations arbitraires et de disparitions présumées depuis la prise de pouvoir de Mamadi Doumbouya en septembre 2021. Plusieurs figures de la société civile et de l'opposition ont, ces derniers mois, été interpellées ou contraintes à la clandestinité. La plainte déposée à Paris

s'inscrit dans le cadre de la compétence extraterritoriale des juridictions françaises en matière de crimes internationaux, notamment les disparitions forcées, qualifiées de crimes continus tant que le sort des victimes n'est pas élucidé. Une stratégie judiciaire déjà mobilisée dans d'autres contextes africains, visant à contourner l'inertie des recours internes.

Pour les avocats des familles, les éléments réunis convergent vers une responsabilité étatique. « Tous les indices d'un crime d'État sont réunis », avance William Bourdon, évoquant un schéma récurrent d'enlèvements ciblés dans un climat de restriction des libertés publiques. À Conakry, les autorités n'ont, à ce stade, pas réagi officiellement à cette initiative judiciaire.

Au-delà du cas des deux militants, la procédure ouverte en France pourrait avoir des implications politiques plus larges. Elle intervient alors que la transition guinéenne, initialement annoncée comme limitée dans le temps, peine à clarifier son calendrier de retour à l'ordre constitutionnel. Dans ce contexte, la judiciarisation internationale du dossier des droits humains introduit une variable nouvelle dans l'équation diplomatique du régime.

Reste une inconnue majeure : cette plainte marquera-t-elle un tournant dans la quête de vérité pour les familles, ou s'ajoutera-t-elle à la longue liste des procédures symboliques face à des États peu enclins à coopérer ?

T.M.

AES

Conclave des ministres de la Défense à Ouagadougou

L'Alliance des États du Sahel (AES) travaille à la consolidation de la force unifiée dédiée à la lutte contre le terrorisme au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Réunis à Ouagadougou le vendredi 10 juillet 2026, les ministres de la Défense des trois pays ont échangé sur le renforcement du cadre légal de la Force unifiée afin de la rendre plus performante.

Pour faire monter en puissance la Force unifiée, les ministres de la Défense de l'Alliance des États du Sahel (AES) renforcent le cadre légal, sous-bassement de la

la légitimité, l'efficacité et l'interopérabilité de cette force au service de la sécurité collective des populations de l'AES », a indiqué le ministre burkinabè de la Défense patriotique.

Le général de division Célestin Simporé, ministre burkinabè de la Défense, a réaffirmé les objectifs clés qui ont motivé la création de la Force unifiée. « La force unifiée doit être le fer de lance de la lutte contre le terrorisme. Nous devons nous préparer à de vrais affrontements, et préparer

unifiée d'une base juridique solide, indispensable à la conduite d'opérations coordonnées dans le respect des engagements souverains de chaque pays. La Force unifiée est née de la volonté du Niger, du Burkina Faso et du Mali de prendre leur indépendance vis-à-vis de puissances étrangères et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Elle est considérée comme un outil de souveraineté qui



création de ladite force. « Les états-majors des trois pays coopèrent étroitement depuis plusieurs mois et des opérations offensives conjointes sont déjà conduites contre les groupes terroristes dans l'espace confédéral. L'adoption de ce texte permettra de renforcer davantage

nos armées à attaquer », a-t-il indiqué. Il a confié que cette réunion de haut niveau est la preuve de la détermination des parties prenantes à « accélérer la montée en puissance de la Force unifiée ».

Elle traduit la volonté des plus hautes autorités des trois États de doter la Force

éloigne ces trois pays de l'Alliance des États du Sahel des deals et accords militaires « non équilibrés ». Pour les trois pays, le bilan de l'intervention de forces étrangères dans la lutte contre le terrorisme n'a pas produit d'effet et n'a pas véritablement fait reculer le mal.

www.alerte24.com

Allégation de fraudes dans le football

Le gouvernement déploie une commission d'enquête

Porté par la professionnalisation du football togolais, le gouvernement poursuit les efforts d'assainissement du secteur. Face aux allégations de fraudes dans le championnat national de football, une commission de sept (7) membres est déployée pour faire la lumière. Cette commission a été officialisée par un communiqué de Dr. Abdul-Fahd Fofana, ministre délégué auprès du ministre du Développement à la base et de l'Économie sociale et solidaire, chargé de la Jeunesse et du Sport, le vendredi 10 juillet 2026.

la plus appropriée, la plus crédible et la plus conforme. Non seulement, elle répond aux standards nationaux, mais aussi aux standards internationaux en matière d'intégrité et d'éthique sportives... Cette

pour l'amélioration des infrastructures sportives et la promotion des talents locaux... C'est parce que nous avons investi autant dans la crédibilité et dans la professionnalisation du football que ces allégations

dont le football, et à professionnaliser les clubs. Le programme Football for School, lancé par le gouvernement en collaboration avec la Fédération internationale de football association (FIFA), contribue à dénicher les talents de football dans les écoles pour mieux les accompagner.

Au niveau des réformes, des mesures sont engagées pour transformer les clubs en véritables entreprises et améliorer la gouvernance, l'administration et la formation des jeunes talents. Pour ce faire, le gouvernement a mis en place un comité de professionnalisation du football. Dans cette même logique, et pour encourager le développement des talents dès leur plus jeune âge, le ministère des Sports multiplie les alliances, notamment avec des ONG comme Compassion International Togo.

Un autre volet sur lequel le gouvernement s'appuie pour promouvoir le football est le projet Forward. Déployé avec l'appui de la FIFA, le projet permet d'investir dans la construction, la rénovation et l'équipement des centres techniques, des stades et des installations régionales de sport.

Grâce à ces projets, trois terrains municipaux ont été réhabilités avec la pose de pelouses synthétiques dans les villes d'Atakpamé, Sokodé et Kara. Aussi, le projet permet de financer le futur centre technique de football, dont les travaux ont été officiellement lancés en 2025 à Agbavé.

Caleb Akponou



Un enfant face à différents types d'écrans (Image trouvée en ligne)

Selon Dr. Abdul-Fahd Fofana, ministre en charge de la jeunesse et du sport, cette mesure intervient conformément aux engagements pris devant l'Assemblée nationale. Ainsi, une commission d'enquête indépendante sur les faits présumés de matchs truqués lors du championnat national de football de première division est mise en place.

Cette commission a pour mandat de faire toute la lumière sur les allégations, dans le respect des principes du contradictoire, de l'implication et de la présomption d'innocence. Selon Dr Fofana, cette commission est composée de sept (07) membres issus des milieux sportif et judiciaire, choisis pour leur compétence, leur probité,

leur indépendance et leur intégrité.

« Les instances sportives nationales, les institutions concernées ainsi que toute personne susceptible de contribuer au bon déroulement de cette mission sont invitées à apporter leur entière collaboration à cette commission », a invité le ministre à travers son communiqué.

Annonçant le 25 juin dernier, devant l'Assemblée nationale, l'engagement du gouvernement à mettre en place ledit comité, le ministre en charge de la jeunesse et du Sport trouve qu'il s'agit de la mesure la plus juste et professionnelle pour faire la lumière sur cette affaire de fraude.

« Il s'agit de la réponse

commission, selon nous, devra réunir plusieurs garanties fondamentales. Primo, il faut une indépendance totale des membres de la Fédération togolaise de football (FTF), du gouvernement et de toutes les parties qui sont susceptibles d'avoir un intérêt dans l'issue de cette enquête », a déclaré en substance le ministre devant les députés.

Intervenant dans le même cadre devant les députés, Assih Mazamesso, ministre du Développement à la base et de l'Économie sociale et solidaire, n'a pas non plus manqué de rassurer sur les engagements du gouvernement à promouvoir le football.

« En matière de sport, des efforts considérables ont été déployés dans le football,

nous préoccupent... Notre réaction a été de prendre nos responsabilités avec le sérieux que la situation exige », a-t-elle rassuré.

Que fait le gouvernement pour promouvoir le football ?

Pour promouvoir le football au Togo, le gouvernement déploie nombre d'initiatives. Ces dernières prennent entre autres en compte la professionnalisation du football, le développement des infrastructures et la promotion de la pratique à la base.

Par exemple, le Fonds national pour le développement du sport (Fonades), dont l'organisation a été actée par un décret, participe à soutenir financièrement les activités sportives,

Football au Togo

Le premier championnat U17 débute

La Fédération togolaise de football (FTF) a officiellement lancé samedi 11 juillet 2026 à Kara la première édition du Challenge U17. Ce championnat dédié aux moins de 17 ans vise à détecter et à promouvoir de jeunes talents dans le football.

Pour cette première édition, douze (12)

équipes venues de toutes les zones du pays s'affrontent sur les terrains de Lomé et de Kara.

Cette compétition, officiellement lancée samedi au stade municipal de Kara, vient répondre à un besoin clair : donner du temps de jeu et un

environnement compétitif aux jeunes footballeurs pour structurer le football à la base.

Quid du format de ce championnat ?

Pour ce championnat, chaque ligue régionale présente deux sélections de 25 joueurs de moins

de 17 ans. La zone nord basée à Kara, regroupe les sélections des ligues septentrionales que sont : la ligue de la région centrale, de la région de la Kara et de la région des Savanes.

Quant à la zone sud basée à Lomé, elle regroupe les

sélections méridionales que sont : la ligue maritime, la ligue des plateaux et la ligue de Lomé-Commune.

Caleb Akponou

Attrait du gain facile

Suite de la page 4

Comment ramener le citoyen africain sur le chemin de la vertu ?

...menace, l'Union africaine a adopté le 11 juillet 2003 à Maputo, au Mozambique, la Convention sur la prévention et la lutte contre la corruption. Depuis 2017, cette date est célébrée comme la Journée africaine de lutte contre la corruption. Cette Convention constitue aujourd'hui le principal instrument juridique continental en matière de lutte contre la corruption. Elle repose sur quatre piliers essentiels : la prévention, l'incrimination des actes de corruption, la coopération nationale et internationale

ainsi que la création d'institutions spécialisées et indépendantes chargées de conduire cette lutte.

Le thème de cette année traduit la volonté des dirigeants africains d'accélérer les efforts engagés pour faire de l'intégrité non seulement une valeur proclamée, mais une réalité vécue dans les administrations publiques, les entreprises, les institutions et les communautés.

L'intégrité constitue aujourd'hui l'un des piliers

essentiels de la bonne gouvernance. Elle est le socle de la transparence, de la redevabilité et de la confiance qui doivent caractériser la gestion des affaires publiques.

Intensifier la promotion de l'intégrité implique de renforcer les mécanismes de prévention, de contrôle et de reddition des comptes, mais également de développer une culture citoyenne fondée sur l'éthique, le respect du bien public et le refus de toute forme de corruption.

Cette exigence est

particulièrement importante pour les jeunes générations. La lutte contre la corruption ne se gagne pas uniquement dans les tribunaux ou les structures de contrôle ; elle se gagne également dans les écoles, les universités, les centres de formation et au sein des familles où se construisent les valeurs et les comportements.

Dans cette dynamique continentale, le Togo se distingue par une volonté politique constante et résolue de promouvoir la transparence, l'intégrité et

la bonne gouvernance.

« Sous le leadership éclairé de Son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, notre pays a engagé d'importantes réformes institutionnelles, administratives et économiques destinées à moderniser l'action publique, renforcer la redevabilité des gestionnaires publics et améliorer durablement la qualité de la gouvernance », a déclaré Aba Kimélalabou.

Edem Dadzie

Axe Sokode-Kante

Nouvelles mesures de circulation dès le 13 juillet

Au Togo, de nouvelles mesures de circulation seront appliquées sur le tronçon Sokodé-Kantè sur la Route nationale 1 (RN1) à compter du lundi 13 juillet. L'annonce, faite à travers un communiqué conjoint des ministres de la sécurité, des transports, du désenclavement et des pistes rurales ainsi que du ministre délégué chargé des travaux publics et des infrastructures, s'inscrit dans le cadre de la poursuite des travaux de construction du nouveau pont de Kara. Le dispositif restera en vigueur jusqu'au 31 juillet.



Concrètement, un dispositif de sécurisation, de régulation de la circulation, de signalisation renforcée et, le cas échéant, de déviation, sera déployé sur l'ensemble du tronçon concerné afin de permettre l'exécution des travaux dans des conditions optimales. Cette nouvelle phase intervient après les opérations de transfert des matériaux destinés au chantier.

Les usagers de la route et les populations

riveraines sont invités à faire preuve de prudence et à respecter scrupuleusement la signalisation temporaire, ainsi que les consignes des forces de défense et de sécurité et des équipes techniques mobilisées sur le chantier.

Pour rappel, la construction du nouveau pont de Kara vise à remplacer l'ouvrage existant afin d'améliorer la sécurité et la fluidité de la circulation sur cet axe stratégique de la RN1.

Kozah / 4ème édition du forum national du dialogue interreligieux

Les jeunes et acteurs religieux réunis à Kara pour discuter

Des leaders religieux, femmes et jeunes sont réunis à Kara pour deux jours de formation à compter du mercredi 08 juillet 2026 sur le thème « Contribution des religions à la citoyenneté active des jeunes au Togo ».

Organisée par le Ministère de l'administration territoriale de la décentralisation et du développement des territoires avec le soutien technique et financier de la fondation Konrad Adenauer Stiftung, cette rencontre rassemble plusieurs acteurs de différentes confessions religieuses issus des quatre coins du pays.

Ce forum vise à analyser et à promouvoir les mécanismes par lesquels les religions favorisent l'engagement civique et social pour une citoyenneté active au service du développement communautaire et de la cohésion sociale. Il s'agit pour les organisateurs d'outiller ces jeunes à travers un renforcement de capacité pouvant les amener à lutter contre l'incivisme les mauvais comportements et le terrorisme tout en faisant d'eux des vecteurs de paix.

A travers des communications et travaux de groupes animés par des experts, ces deux jours seront consacrés à des discussions et échanges sur le thème général ainsi que des grandes lignes notamment les valeurs

religieuses favorables au civisme, l'engagement citoyen, la cohésion sociale, les changements climatiques ainsi que les opportunités de collaboration entre les organisations religieuses, l'Etat et la société civile. Au terme des discussions une cause d'intérêt sera soumise au Ministre de tutelle pour adoption l'édition prochaine.

Ouvrant les travaux avec à ses côtés le préfet de la Kozah, le représentant du ministre Col. Béli Bédiani s'est réjoui de l'intérêt qu'accordent les participants à travers leur présence. Il a fait entendre trois grands messages qui définissent ce forum. Ces messages sont : qu'on n'a pas besoin d'être pareil pour être ensemble ; nos prières ne se disent pas avec les mêmes mots et nos lieux de cultes n'ont pas les mêmes appellations. Pour lui, c'est l'assemblage de plusieurs fils qui forment un tissu éclatant. Insistant sur le fait de connaître autrui avant de juger, écouté avant d'agir, discuter avec autrui même si on ne partage pas son avis. « Chers jeunes votre rôle à partir d'aujourd'hui n'est pas de juger quelqu'un selon sa religion. Soyons ceux qui, à l'école, au quartier, en ville disons : stop, on n'insulte pas la foi de l'autre » a martelé le Directeur des Cultes.

Mme Louisa Mendoza a souligné que les religions de par leur principes,

transmettent des valeurs, elles rappellent l'importance de la responsabilité envers autrui, la justice, le respect de la dignité humaine, du pardon et la recherche du bien commun. « Dans un pays où les communautés religieuses vivent ensemble, ces valeurs constituent un véritable levier pour consolider la cohésion sociale et renforcer le sentiment d'appartenance à une même nation » a mentionné la représentante de Konrad Adenauer Stiftung. En insistant sur l'importance du dialogue qui est l'un des moyens les plus efficaces pour construire la confiance et renforcer la cohésion sociale, elle a formulé le vœu que les échanges seront constructifs et porteurs de recommandations concrètes susceptibles de renforcer l'engagement des jeunes au développement durable, de la paix et de la stabilité au Togo.

Tata Kelem Batabo, 1er adjoint u maire de la commune Kozah la souhaité la cordiale bienvenue à tous les participants tout en les exhortant à faire preuve de réflexion pour l'atteinte des objectifs de ce forum.

Comme de coutume, à la fin du forum le thème de l'édition 5 sera proposé.

Le lancement a connu la participation des autorités administrative, civile militaire et traditionnelles.

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

